



ELECTIONS DU 26/08/2023 EN REPUBLIQUE DU GABON

Communiqué de presse du REDHAC et sa Coalition-Pays-Gabon N°0015/25/08/2023

Du 17 au 20 avril 2023 : le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa coalition pays-Gabon, ont organisé en présence des Défenseurs, des journalistes et les représentants des partis politiques un atelier de formation autour du **RECUEIL DES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX, REGIONAUX ET NATIONAUX RELATIFS A LA DEMOCRATIE, AUX ELECTIONS, A LA GOUVERNANCE ET LA PROTECTION DES DEFENSEURS(E)S DES DROITS HUMAINS EN PERIODE ELECTORALE ET DE CONFLITS.**

Ladite formation visait à mener une campagne sur l'utilisation des instruments et jurisprudences compilés des systèmes national, régional et international relatifs aux Droits Humains et la gouvernance, la démocratie et les élections. Il était également question de former les participants sur l'utilisation de l'alerte précoce auprès des jeunes et des femmes concernant le monitoring et le reporting du processus électoral ; Evaluation stratégique du plaidoyer pour l'adoption de la loi sur la « *protection et responsabilité du Défenseur(e) des Droits Humains* ». À la fin de cette formation, les observateurs ont été choisis parmi les organisations membres du REDHAC pour documenter les cas de violations des Droits Humains avant ; pendant et après les élections.

Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa coalition pays-Gabon restent cependant préoccupés par :

- Les cas de violations des Droits Humains documentés par les observateurs notamment le non-respect des dispositions de la loi électorale n°07/96 du 12 mars 1996, portant dispositions communes à toutes les élections politiques au Gabon ;
- Les intimidations et menaces contre les Défenseurs des Droits Humains, les journalistes et les membres de certains partis politiques de l'opposition.

Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa coalition pays-Gabon :

- Appellent instamment en toute circonstance au respect strict des dispositions de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG) durant les élections du 26 août 2023 ;
-

Saisissent cette occasion pour encourager le candidat Ali BONGO Président à la majorité de procéder à la libération de M. Jean Remy YAMA, président « *Dynamique Unitaire* », incarcéré depuis le 27 février 2022, afin d'assurer un processus paisible des élections.



**Réseau des Défenseurs
des Droits Humains
en Afrique Centrale**

Email : redhac.executifddhafricentrale@gmail.com
Téléphones: [\(+237\)233 42 64 04](tel:+237233426404) / [697618195/681238996](tel:+237618195681238996)
Télécopie: [\(+237\)233 42 64 04](tel:+237233426404)
SiteWeb: www.redhac.info
Face book: [RedhacRedhac](https://www.facebook.com/RedhacRedhac)
Twitter: [@RedhacRedhac](https://twitter.com/RedhacRedhac)

Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale Central Africahumanrights defenders network Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale Central Africahumanrights defenders network Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale Central Africahumanrights defenders network Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale

Enfin, le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa coalition pays-Gabon recommandent à tous les candidat(e)s de veiller à la protection et sécurité des observateurs, des journalistes et des Défenseurs(e)s des Droits Humains avant, pendant et après les élections.

SUIVEZ-NOUS

Tél. Fixe : Bureau (+237)233 42 64 04
MOB : (+237) 691 23 89 96/ 697 61 81 95
Facebook : RedhacRedhac
Twitter : @RedhacRedhac
Site-Web : www.redhac.info

REDHAC: Coalition-PAYS-GABON
Coordinateur : (+241) 06402017/ 060283032
Secrétaire général : (+241) 066121026
Chargé juridique : (+241) 077769192

Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale Central Africahumanrights defenders network Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale Central Africahumanrights defenders network Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale Central Africahumanrights defenders network Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale Central Africahumanrights defenders network Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale

Cameroun-Région du Littoral-Ville de Douala –sis 17 Rue 1108 Bali derrière la station service Total NJO-NJO -1^e Villa Portail Marron
N° de récépissé : 0321/2010/RDDA/C19/BAPP
Statut d'Observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples(CADHP)
Membre de la Coalition pour une Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples efficace
B.P. 2863 Douala-Cameroun